

[Text]

I have just a couple of other quick questions, if I may. With respect to the position taken by inmates at Joyceville, was the witness present at the meeting with Mr. Nunziata?

Prof. Hill: Yes, I was.

Mr. Robinson: Was this with the entire elected inmates' committee at Joyceville?

Prof. Hill: It was the chairman and two other representatives of the inmate committee. On a prior occasion, they had been informed of Bill C-67.

Mr. Robinson: Does the witness know if in fact they had been provided with copies of the legislation and informed of the contents of that legislation?

Prof. Hill: I assume so. I do not know.

Mr. Robinson: Do you know?

Prof. Hill: I do not know.

Mr. Robinson: You then do not know whether they were commenting based upon facts or based on speculation.

Prof. Hill: No, I could not . . .

Mr. Robinson: Finally, could the witness indicate to us whether or not, in his view, it is appropriate that this bill apply retroactively in effect, bearing in mind that when they sentence judges take into consideration the fact that there is to be mandatory supervision? This has certainly been shown. Studies by Hogarth and others have shown this to be the case, that judges do compute that. Does the witness believe the bill should affect prisoners who are in the system now, or should it take effect as of the date of proclamation?

Prof. Hill: Oh, I do not believe in a retroactive effect at all. In fact, one of my concerns when discussing Burns rulings was that retroactive effect. I think if it is going to apply again in the best of all possible worlds, it should be done with judges knowing that when they impose a sentence of three years, they are sentencing a person to three years, not to two.

Mr. Robinson: Does Professor Hill believe mandatory supervision should be abolished?

Prof. Hill: I think there are alternatives to that. One of them would be perhaps a flat sentencing, if we could call it that, followed by a period of supervision, be it voluntary or mandatory; perhaps after a warrant expiry date . . . what I would call opportunities as opposed to mandatory supervision, to enable an inmate to learn how to adjust to the community and to provide him with the necessary finances and skills to reintegrate himself within the community.

Mr. Robinson: Would that be mandatory?

Prof. Hill: I am debating that in my own mind. I have not come to a conclusion on that. I think much is to be said for even having a voluntary opportunities situation. The Joyceville inmates presented a brief from their John Howard Society

[Translation]

J'aurais encore deux autres brèves questions, si vous le permettez. Pour ce qui est de la position adoptée par les détenus de Joyceville, le témoin était-il présent lors de la réunion avec M. Nunziata?

M. Hill: J'y étais.

M. Robinson: S'agissait-il de la réunion avec tous les membres du Comité élu des détenus de Joyceville?

M. Hill: C'était une réunion avec le président et deux autres représentants du comité des détenus. Lors d'une occasion précédente, ils avaient été informés du contenu du projet de loi C-67.

M. Robinson: Le témoin saurait-il si, de fait, ces gens ont reçu une copie du projet de loi et s'ils ont été renseignés sur son contenu?

M. Hill: Je le présume. Je n'en sais rien.

M. Robinson: Le savez-vous?

M. Hill: Je n'en sais rien.

M. Robinson: Donc vous ne savez pas si leurs observations étaient fondées sur les faits ou sur des hypothèses.

M. Hill: Non, je ne saurais . . .

M. Robinson: Pour terminer, le témoin pourrait-il nous dire si, à son avis, il est opportun que ce projet de loi soit mis en oeuvre rétroactivement, considérant que dans la détermination de la peine, les juges tiennent compte de l'existence de la surveillance obligatoire? Cette pratique a certainement été démontrée. Les études réalisées par Hogarth et d'autres ont démontré que les juges tiennent compte de ce fait. Le témoin croit-il que le projet de loi devrait s'appliquer aux prisonniers déjà pris dans l'engrenage ou s'il devrait plutôt entrer en vigueur à la date de la proclamation?

M. Hill: Je ne crois pas à l'application rétroactive du projet de loi. De fait, dans ma discussion des décisions Burns, l'une de mes préoccupations était justement cette application rétroactive. Pour en arriver à la meilleure solution possible, ce projet de loi devrait entrer en vigueur lorsque les juges sauront que, lorsqu'ils imposent une peine de trois ans, il s'agit effectivement d'une peine de trois ans, et non de deux ans.

M. Robinson: Le professeur Hill croit-il que la surveillance obligatoire devrait être abolie?

M. Hill: À mon avis, il existe des solutions de rechange. L'une d'entre elles serait peut-être une peine uniforme, si l'on peut parler ainsi, suivie d'une période de surveillance, qu'elle soit volontaire ou obligatoire; peut-être qu'à la fin du mandat . . . Je parlerais de possibilités plutôt que de surveillance obligatoire, possibilités pour le détenu d'apprendre comment s'ajuster à la communauté et possibilités de lui offrir les moyens financiers nécessaires de même que les compétences pour qu'il se réintègre à la communauté.

M. Robinson: Cela serait-il obligatoire?

M. Hill: J'y réfléchis et je n'en suis pas certain. Je n'en suis pas encore arrivé à une conclusion. On peut dire beaucoup de bien d'une situation où ces possibilités sont offertes librement. Les détenus de Joyceville ont présenté un mémoire préparé par